



Le Saint-Siège

*Monsieur le Gouverneur et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,
Chers amis,*

La 45ème réunion commune de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe vous a conduits à Rome et j'ai le plaisir de vous recevoir ce matin au Palais Apostolique au terme de votre rencontre.

Je vous remercie, Monsieur le Gouverneur, pour vos paroles qui soulignent l'importance que le Saint-Siège donne à la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, dont il est membre depuis 1973. En 1956, le Conseil de l'Europe a fondé une banque ayant une vocation exclusivement sociale, pour avoir un instrument qualifié afin de promouvoir sa propre politique de solidarité. Cette banque s'est occupée, dès ses débuts, des problèmes relatifs aux réfugiés, puis elle a étendu ses compétences à l'ensemble du domaine de la cohésion sociale. Le Saint-Siège ne peut que regarder avec intérêt une structure qui soutient par ses prêts des projets sociaux, qui se préoccupe du développement, qui répond à des situations d'urgence et qui veut contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes dans le besoin.

Les événements politiques qui se sont déroulés en Europe à la fin du siècle dernier, lui ont permis de respirer enfin avec ses deux poumons, pour réutiliser l'expression de mon vénéré prédécesseur. Nous savons tous qu'il y a encore un long chemin à parcourir pour rendre cette réalité effective. Les échanges économiques et financiers entre l'est et l'ouest européens se sont développés certes, mais y a-t-il eu un réel progrès humain ? La libération d'idéologies totalitaires n'a-t-elle pas été utilisée unilatéralement pour le seul progrès économique au détriment d'un développement plus humain respectant la dignité et la noblesse de l'homme et n'a-t-elle pas fait fi, parfois, des richesses spirituelles qui ont modelé l'identité européenne ? Les interventions de la Banque en faveur des pays de l'Europe de l'est, du centre et du sud-est auront permis, j'en suis sûr, de corriger des déséquilibres en faveur d'un processus basé sur la justice et la solidarité. Celles-ci sont indispensables pour le présent et l'avenir de l'Europe.

Avec moi, vous savez qu'aujourd'hui le monde et l'Europe traversent un moment particulièrement

grave de crise économique et financière. Ce temps ne doit pas conduire à des limitations qui ne se basent que sur une analyse strictement financière. Il doit, au contraire, permettre à la Banque de Développement de montrer son originalité en renforçant l'intégration sociale, la gestion de l'environnement et le développement des infrastructures publiques à vocation sociale.

J'encourage vivement le travail de la Banque dans ce sens et dans celui de la solidarité. Elle sera ainsi fidèle à sa vocation.

Face aux défis actuels que le monde et l'Europe doivent gérer, j'ai voulu attirer l'attention dans ma dernière Encyclique, *Caritas in Veritate*, sur la Doctrine sociale de l'Eglise et sur son apport positif à la construction de la personne humaine et de la société. L'Eglise voit, à la suite du Christ, l'amour pour Dieu et pour le prochain, comme un moteur puissant capable d'offrir une authentique énergie qui pourra irriguer l'ensemble de l'environnement social, juridique, culturel, politique et économique. J'ai voulu mettre en évidence que la relation qui existe entre l'amour et la vérité est, si elle est bien vécue, une force dynamique qui régénère l'ensemble des liens interpersonnels et qui offre une nouveauté réelle dans la réorientation de la vie économique et financière qu'elle renouvelle, au service de l'homme et de sa dignité pour lesquels ils existent. L'économie et la finance n'existent pas pour elles-mêmes, elles ne sont qu'un outil, un moyen. Leur fin est uniquement la personne humaine et sa réalisation plénière dans la dignité. C'est là le seul capital qu'il convient de sauver. Et dans ce capital, se trouve la dimension spirituelle de la personne humaine. Le Christianisme a permis à l'Europe de comprendre ce qu'est la liberté, la responsabilité et l'éthique qui imprègnent ses lois et ses structures sociétales. Marginaliser le Christianisme - également par l'exclusion des symboles qui le manifestent - contribuerait à amputer notre continent de la source fondamentale qui le nourrit inlassablement et qui contribue à sa vraie identité. Effectivement, le Christianisme est à la source des « valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun des peuples européens », valeurs auxquelles les États membres du Conseil de l'Europe ont manifesté leur attachement inébranlable dans le Préambule du Statut du Conseil de l'Europe. Cet attachement, qui a encore été affirmé dans la Déclaration de Varsovie de 2005 enracine et garantit la vitalité des principes sur lesquels se fonde la vie politique et sociale européenne, et en particulier l'activité du Conseil de l'Europe.

Dans ce contexte, la Banque de Développement est un établissement financier certes, un outil économique donc. Pourtant, sa création a été voulue pour répondre à des exigences qui dépassent le financier et l'économique. Elle a une raison d'exister qui est sociale. Elle est donc appelée à être pleinement ce pourquoi elle a été voulue : un instrument technique qui permet la solidarité. Celle-ci doit se vivre dans la fraternité. La fraternité est généreuse, elle ne calcule pas. Peut-être faudrait-il appliquer davantage ces critères dans les choix internes de la Banque et dans son action externe. La fraternité permet des espaces de gratuité qui, s'ils sont indispensables, sont difficilement envisageables ou gérables lorsque la seule fin recherchée est l'efficacité et le profit. Nous savons tous aussi que ce dualisme n'est pas un déterminisme absolu et insurmontable car il peut être dépassé. Pour cela, la nouveauté serait d'introduire une logique qui ferait de la personne humaine, et plus particulièrement des familles et de ceux qui sont dans un

grave besoin, le centre et le but de l'économie.

Il existe en Europe un riche passé qui a vu se développer des expériences d'économie basée sur la fraternité. Il existe des entreprises qui ont une fin sociale ou mutualiste. Elles ont eu à souffrir des lois du marché, mais elles désirent retrouver la force de la générosité des origines. Il me semble aussi que la Banque de Développement du Conseil de l'Europe désire, pour vivre réellement la solidarité, répondre à l'idéal de fraternité que je viens d'évoquer, et explorer des espaces où la fraternité et la logique du don pourront s'exprimer. Ceux sont là des idéaux qui ont des racines chrétiennes et qui ont présidé, avec le désir de paix, à la naissance du Conseil de l'Europe.

La médaille que vous venez de m'offrir, Monsieur le Gouverneur, et dont je vous remercie, me permettra de me souvenir de cette rencontre. Je vous assure, chers amis, de ma prière et je vous encourage à poursuivre votre travail avec courage et lucidité pour accomplir l'important devoir qui vous a été confié, celui de contribuer au bien dans notre chère Europe. Que Dieu vous bénisse tous. Merci beaucoup.